

Après l'échec du socialisme, si on essayait enfin le libéralisme ?



JACQUES GARELLO

Le président de l'Aleps* plaide pour l'application en France des véritables principes de la libre entreprise, du libre-échange.

Puisque nous ne parvenons visiblement pas à sortir de la « crise », il me semble instructif de faire un rapprochement avec la formule de Lénine en 1916 « l'impérialisme, stade suprême du capitalisme » et de rappeler que le libéralisme est le stade suprême du capitalisme. Ce rappel est politiquement nécessaire, il est historiquement prouvé.

Politiquement nécessaire car nous devons en France passer de l'attaque du socialisme à la construction du libéralisme. Dénoncer les erreurs du socialisme est facile : partout et toujours le socialisme a échoué non seulement sur le plan économique mais aussi et surtout sur le plan humain, les Français vivent aujourd'hui une expérience cent fois répétée. Mais une fois le socialisme auto-ridiculisé, auto-détruit, « victime de ses contradictions internes », quelle perspective s'ouvre devant les Français ? La simple alternance politique, le seul changement de majorité, n'a en soi aucun sens : que le socialisme soit fait avec des élus de gauche ou de droite n'a aucun intérêt. La droite française (y compris le centre bien entendu) se complait depuis des lustres dans l'étatisme, la réglementation, la centralisation, et elle ne croit toujours pas à l'alternative libérale, balayée d'un revers de main.

Aujourd'hui, si les Français vouent une massive défiance à la classe politique, c'est qu'ils attendent certainement autre chose. Mais l'offre politique libérale ne leur a jamais été présentée, par aucun parti, et la plupart ignorent encore que de nombreux pays ont pu éviter la crise ou en sortir sans dégâts majeurs en acceptant les réformes libérales, réalisées aussi bien par des gouvernements de gauche

(Canada, Australie, Suède, Allemagne) que de droite. Il est donc plus que jamais nécessaire de proposer le libéralisme, et pour ce faire de l'expliquer à un peuple qui ne l'a jamais vraiment connu. C'est la seule façon d'éviter le chaos et la peur, qui conduisent aux extrémismes sans lendemain ou aux immobilismes sans succès.

Lorsque Lénine liait le sort du capitalisme à celui de l'impérialisme, il soutenait que les pays riches pouvaient neutraliser la lutte des classes chez eux en la transférant au

Les déboires et les injustices que nous subissons n'ont rien à voir avec le vrai capitalisme. La crise est le sous-produit d'un capitalisme frelaté, d'un capitalisme amputé de sa dimension libérale.

niveau international : les « nations prolétaires » (G. Ardan) étaient pillées par les économies développées, permettant d'enrichir et d'embourgeoiser les travailleurs européens. Le capitalisme ne pouvait survivre sans le complément de l'impérialisme.

Dans une démarche voisine, je crois que le capitalisme ne peut aujourd'hui survivre sans le complément du libéralisme. Car ce que l'on entend par « capitalisme » aujourd'hui, et surtout en France, n'a plus rien à voir avec les principes de la libre entreprise et du libre-échange, ni a fortiori avec la philosophie libérale. Pascal Salin l'a écrit dès les premières manifestations de la crise en 2008 : il faut « revenir au capitalisme », ce qui exprime bien que ce que nous vivons, les déboires et les injustices que nous subissons n'ont rien à voir avec le vrai capitalisme. La crise est le sous-produit

d'un capitalisme frelaté, d'un capitalisme amputé de sa dimension libérale.

Capitalisme frelaté que les Anglo-Saxons appellent « *crony capitalism* » : nous dirions le capitalisme des coquins et des copains. Le succès économique n'est plus la récompense de services rendus à la communauté, passés au filtre de marchés libres et ouverts. Le succès économique, c'est le carnet d'adresses et les pots-de-vin, c'est la collusion entre le monde des affaires et les hommes de l'État, c'est la

corruption sous des formes subtiles et souvent légales : octroi de privilèges et de monopoles, souscription aux marchés publics, exercice des professions,

subventions, discriminations et exemptions fiscales. C'est évidemment le dirigisme qui nous a valu tous ces avatars du capitalisme. Paradoxalement, le socialisme a progressé en prenant le masque du capitalisme, simplement parce qu'il y a les apparences marchandes : des contrats, des sociétés, des directeurs, des crédits, des profits. Pas de plan, pas de soviets, mais des montages savants et des oligarques. Nous en sommes largement pourvus en France, pays du tout État et tout ENA.

Dans ce capitalisme frelaté, la mondialisation a ouvert des brèches, car elle a mis les États en compétition, et certains ont misé sur la vraie liberté économique pour se développer et croître. Voilà une catastrophe pour tous les corporatismes, toutes les fonctions publiques, tous les arrivismes, tous les « droits acquis ». On comprend l'hostilité de la classe

politique à la concurrence, qu'elle avait réussi à « réguler » dans son pré carré, mais qui émerge brutalement au niveau mondial. Alors le G20 et tous les grands de ce monde crient à la crise de système, et se concertent pour reprendre la main. En vain pour l'instant : ce sont les moins corrompus qui réussissent le mieux.

Car le capitalisme ne peut se vivre et se comprendre que dans sa dimension libérale. La liberté économique n'est qu'un aspect du libéralisme. D'ailleurs, de façon générale, la liberté est-elle un absolu ? Non, ont dit depuis des siècles la plupart des penseurs libéraux : la liberté n'est qu'un vecteur de choix. L'usage qu'on en fait peut être bon ou mauvais. Mais bon ou mauvais par rapport à quoi ? La dimension humaniste donne la réponse : la liberté des actes est ordonnée à la dignité des personnes.

En d'autres termes, nous avons trop tendance à associer libéralisme et efficacité, capitalisme et croissance. Nous aurions intérêt à rappeler que c'est la dignité de la personne humaine qui inspire et légitime le système d'économie de liberté, appelé capitalisme. Le système capitaliste est celui qui permet de restaurer la créativité de l'être humain, sa propriété et sa responsabilité, de développer le sens du service de la communauté car nul ne peut y réussir sans satisfaire les besoins des autres, de choisir la confiance et la foi en la parole donnée plutôt que la méfiance et la contrainte.

Voilà comment le libéralisme, humainement compris, peut et doit être le stade suprême du capitalisme, honnêtement vécu.

*Association pour la liberté économique et le progrès social. Auteur de « Connaissance du libéralisme », 2012, Sefer. www.libres.org